

Un monde sous cloche

par Nicolas Delalande

Historien de l'histoire économique du nazisme, Adam Tooze traite en historien l'épidémie actuelle, dont il retrace la chronique sous un angle économique et géopolitique.

À propos de : Adam Tooze, *Shutdown. How Covid Shook the World's Economy*, New York, Viking, 2021, 208 p.

La pandémie de Covid-19 est loin d'être terminée. Les deux années écoulées ont été tellement pleines de surprises, de rebondissements et de bouleversements qu'il n'est pas inutile d'essayer d'en consigner une première histoire, partielle et temporaire. C'est ce à quoi Adam Tooze, spécialiste de l'histoire économique du nazisme, des crises financières et de leurs enjeux géopolitiques, s'attelle dans son dernier ouvrage, *Shutdown*, paru en septembre aux États-Unis. Après *Crashed*, une vaste synthèse consacrée à la crise financière de 2008 et à ses conséquences globales durant la décennie suivante, l'historien, saisi par l'urgence du temps présent et le besoin de comprendre la signification historique de cet événement, s'est lancé dans un nouveau projet d'histoire immédiate. Le récit qu'il agence permet de mettre un peu d'ordre dans le chaos du monde, en faisant la chronique des dix-huit premiers mois de la pandémie, sous un angle principalement économique et géopolitique.

La tâche est loin d'être simple, tant la période nous a habitués à crouler sous une avalanche d'informations, d'études scientifiques, de rumeurs et de faits divers, et à découvrir des mots (R_0 , confinement, déconfinement, pass sanitaire, etc.) et des réalités dont nous ignorions jusque-là totalement l'existence. Tout le monde en convient : la pandémie est un fait historique majeur. Mais comment écrire son

histoire ? En combinant une attention fine à la chronologie avec la prise en compte de transformations de plus large ampleur, Adam Tooze ne prétend pas produire une interprétation globale de la crise. Il cherche plutôt à historiciser le temps présent, c'est-à-dire à le mettre à distance (la pandémie est notre présent, mais elle a déjà une histoire) et à démêler les diverses temporalités qui en tissent la trame.

Une chronique de la crise

Commencé dès le printemps 2020 et achevé un an plus tard, l'ouvrage suit un fil chronologique divisé en quatre parties, depuis les premiers signaux d'alerte envoyés début 2020, dans un monde bien en peine de situer Wuhan sur une carte et de prendre au sérieux la menace que représentait la détection d'un nouveau coronavirus, jusqu'aux premières campagnes de vaccination du printemps 2021. Dans l'intervalle, les sociétés ont été fracturées par la succession des vagues épidémiques, des confinements et des déconfinements, et par l'ampleur des conséquences sociales, psychiques et politiques de la crise. En écrivant, dans la première partie du livre (intitulée « *Disease X* ») la chronique des premières semaines de la pandémie, Adam Tooze montre à quel point toutes les pièces du puzzle étaient sans doute là, sous nos yeux, sans que nous puissions véritablement les voir ou les interpréter. Ou peut-être ne voulions-nous tout simplement pas y croire. Le monde regardait ailleurs, à une époque où le Royaume-Uni sortait officiellement de l'Union européenne (31 janvier 2020), où se profilait une élection présidentielle américaine à hauts risques, et où la classe politique française avait les yeux rivés sur un enjeu crucial, les prochaines élections municipales... Quand, en février, la menace se fit plus pressante, les gouvernements et les opinions publiques trouvèrent d'autres raisons de se rassurer. Le confinement de Wuhan, annoncé le 23 janvier, serait aussi hermétique que le sarcophage de Tchernobyl ; le virus s'arrêterait sans doute aux postes-frontières ; l'Italie n'était quand même pas la France, etc. Empruntant la formule au sociologue allemand Ulrich Beck, Tooze met en lumière « l'irresponsabilité organisée » qui a conduit presque tous les pays, hormis ceux d'Asie (il revient en particulier sur le cas de la Corée du Sud, très réactive), à minimiser les risques encourus, quand bien même le scénario d'une telle pandémie avait déjà été avancé par des scientifiques et des experts en santé publique au cours des années précédentes.

L'imprévoyance et l'incrédulité peuvent s'expliquer par de multiples raisons, qui tiennent à la fois à des facteurs structurels (comme le sous-financement du système

de santé mondial et l'affaiblissement institutionnel de l'OMS, que Donald Trump voulut quitter en plein milieu de la pandémie), à des stratégies politiques et à des représentations culturelles très ancrées, en particulier vis-à-vis de l'Asie. La réaction des autorités chinoises fut jugée autoritaire voire totalitaire, et personne ne voulut croire un seul instant que des mesures de confinement puissent être adoptées sur l'ensemble du globe. Ce qui était impensable et inimaginable en février 2020 devint pourtant une réalité pour la moitié de l'humanité quelques semaines plus tard. Au plus fort de la crise, au printemps 2020, plus de 3 milliards de personnes furent confinées chez elles, en télétravail, au chômage partiel ou sans emploi.

Cet aveuglement collectif n'est pas sans précédent. Beaucoup savaient la catastrophe possible, certains l'avaient même annoncée ou imaginée, mais comprendre qu'elle était finalement là, sous une forme inédite, était une autre affaire. Tooze note ce décalage étrange : depuis les années 1990, on ne comptait plus les analyses célébrant (ou dénonçant) l'intensification de la mondialisation, la vitesse des échanges et l'émergence d'un « village global ». Mais lorsque le virus apparut, on fit comme si celui-ci n'allait pas voyager instantanément, au gré des flux massifs de voyageurs et de touristes, ou à l'occasion de grands événements sportifs et religieux. La conscience de la mondialisation n'était, en définitive, pas si profondément ancrée dans les esprits. S'y ajouta une « gouvernance » globale défectueuse, sans véritable action concertée entre les grandes puissances, qui produisit au premier trimestre 2020 un « échec historique » (p. 66).

L'économie du Covid

Dans la suite du livre, Adam Tooze se penche plus particulièrement sur les effets économiques et sociaux de la pandémie, et sur la manière dont les gouvernements et les autorités publiques y ont répondu. Il souligne d'abord l'ampleur du choc provoqué, dès février 2020, par la fermeture de l'économie chinoise, qui conduisit à une première rupture des chaînes de production. Ce fut la démonstration, grandeur nature, de la place prise par la Chine dans l'industrie mondiale et de la dépendance de presque tous les autres pays à son égard (pour les masques, l'électronique, les pièces détachées, etc.).

2020 n'est bien sûr pas la première crise économique d'ampleur globale. Mais, à la différence d'autres crises antérieures (comme en 1929 ou 2008), qui se propagèrent

de proche en proche et varièrent selon le degré d'insertion des pays dans l'économie mondiale, celle-ci a touché toute la planète d'un seul coup et dans des proportions inédites. Cette synchronisation et cette dimension planétaire (aucun continent n'est épargné) marquent la spécificité du choc de 2020, qui découle non pas d'un dérèglement du système économique, mais d'une série de choix politiques mus par l'impératif de sauver des vies. Les coûts économiques et sociaux de la crise (dont les effets sont encore en cours) touchent en premier lieu les travailleurs précaires, les femmes et les enfants, privés d'un accès à une éducation de qualité.

La vigueur du choc s'est accompagnée d'une réponse économique sans précédent de la part des gouvernements. Tout a commencé, de manière discrète (pour le commun des mortels) sur le terrain monétaire et financier, auquel Tooze consacre les chapitres 5 et 6 de son livre. En mars 2020, la panique s'empare des marchés. Même les titres les plus sûrs de la planète, les bons du Trésor américains, qui servent en principe de valeurs refuge quand tout va mal, sont en chute libre. Pour éviter un effondrement total, la Fed intervient massivement pour soutenir le cours des bons du Trésor américains et donner un peu de stabilité aux marchés financiers. Toute la politique monétaire expérimentée en réponse à la crise de 2008 est redéployée à cette occasion, dans des proportions plus larges encore. Les politiques de *Quantitative Easing* et d'achat d'actifs par les banques centrales sont mises en œuvre aux États-Unis et au Royaume-Uni, mais aussi en Europe et dans certains pays émergents. Comme en 2008, l'intervention de la Fed s'avère décisive pour garantir la stabilité de l'économie mondiale, tandis qu'ailleurs les autorités monétaires agissent plus vite et plus fort que durant les années 2010, laissant de côté les longs et coûteux débats qui avaient ralenti la réponse européenne face à la crise grecque.

La nouveauté, par rapport aux années 2010, est que cette politique monétaire interventionniste est complétée par des politiques budgétaires particulièrement actives de la part des gouvernements, selon la logique du désormais célèbre « quoi qu'il en coûte », d'abord énoncé (sur le terrain monétaire) par Mario Draghi en 2012, puis repris à son compte par Emmanuel Macron dans son allocution de mars 2020. En quelques semaines à peine, tous les dogmes établis sur l'indispensable équilibre des finances publiques, les dangers de la dette et l'inefficacité de la dépense publique volent en éclat. Les plans de soutien se chiffrent en milliards d'euros et de dollars, et l'endettement public augmente partout, sans que cela pose vraiment problème aux grands argentiers de la planète, puisque les banques centrales maintiennent au plus bas les taux d'intérêt et achètent d'immenses volumes de dettes publiques. En d'autres termes, les États se doivent de l'argent à eux-mêmes. Le soutien apporté aux

travailleurs et aux entreprises varie selon les pays, l'Europe se singularisant par l'ampleur de ses mesures de chômage partiel, que d'autres pays, comme l'Inde par exemple, ne peuvent se permettre, ce qui produit des situations individuelles dramatiques lorsque l'activité s'arrête. L'un des intérêts du livre est de ne pas s'attarder seulement sur l'Europe et les États-Unis, mais d'évoquer aussi les dégâts économiques et humains provoqués par la pandémie en Amérique latine, en Afrique du Sud ou en Inde.

Cette intervention massive des autorités publiques signe-t-elle pour autant la fin de l'ère néolibérale ? Ce serait aller trop vite en besogne, selon Adam Tooze. Certes, le néolibéralisme comme idéologie économique, fondée sur l'apologie des marchés, n'est plus très en vogue. Mais le néolibéralisme comme projet social et comme forme de gouvernement n'a pas dit son dernier mot. La logique de socialisation des pertes et de privatisation des profits, caractéristique de l'économie politique des quarante dernières années, est plus que jamais à l'œuvre dans les politiques adoptées depuis le printemps 2020. Pour Tooze, l'intervention massive des banques centrales et des gouvernements, radicale dans sa forme et dans son extension, découle fondamentalement d'une inspiration conservatrice. Le but des dirigeants centristes ou conservateurs qui l'ont appliquée (aux États-Unis, en Allemagne, en France, au Royaume-Uni, etc.) est de sauver ce qui peut l'être et de stabiliser les marchés. Que cela passe par l'adoption, temporaire, de politiques autrefois jugées hérétiques ou hétérodoxes apparaît comme un moindre mal, surtout en l'absence d'une véritable force révolutionnaire. Encore une fois, la célèbre formule du *Guépard*, « Il faut que tout change pour que rien ne change », se révèle adéquate. Au « consensus de Washington » des années 1990-2000, fondé sur le libre-échange, la dérégulation des marchés et les privatisations, succède un « consensus de Wall Street », plus pragmatique dans son inspiration, dès lors que l'objectif principal est de stabiliser les marchés financiers, fût-ce au prix d'une intervention massive des gouvernements.

Cette évolution est ambivalente et cruelle pour la gauche, qui voit certaines de ses idées-phares appliquées par celles et ceux qui, juste avant, les combattaient ou les tournaient en dérision. Sur tout un ensemble de sujets (la légitimité de la dépense publique, la valeur de l'État social et des systèmes de santé, la création monétaire, l'idée d'un revenu universel, la soutenabilité écologique), la crise a démontré la validité et la pertinence de propositions que la gauche défendait de longue date. Et pourtant son déclin électoral et culturel, face à la montée des tendances autoritaires et antidémocratiques, ne paraît pas devoir s'inverser, malgré le soulagement apporté par l'élection de Joe Biden et des Démocrates à la présidence américaine. Celles et ceux qui

espéraient voir surgir, avec le Covid, un « monde d'après », plus social et plus écologique, en sont encore pour leurs frais, même si la crise a sans doute permis d'accélérer la prise de conscience de l'urgence climatique. Les comparaisons historiques hâtivement établies avec la Grande Peste de 1348 ou avec le choc égalitaire de l'après-Première Guerre mondiale et de la Grippe espagnole étaient trompeuses. Si, dans l'histoire, les épidémies ont pu niveler les conditions économiques et sociales¹, tel n'est pas le cas de la pandémie actuelle, qui n'a pas été accompagnée de mesures substantielles de redistribution ou d'un véritable partage des sacrifices (ni le taux d'épargne des plus aisés ni les cours de la bourse ne semblent indiquer une quelconque réduction des écarts de richesses). Mais rien n'empêche qu'il en soit autrement, s'agissant d'une histoire toujours en cours.

Une crise de l'Anthropocène

Comme d'autres avant lui, Adam Tooze interprète la pandémie comme une double crise, à la fois du néolibéralisme et de l'âge de l'Anthropocène. Aussi bien dans ses causes (urbanisation et déforestation, interactions croissantes entre les humains et les non humains, etc.) que dans sa propagation et ses effets, le Covid-19 engendre une crise systémique et multiforme, caractérisée par son incertitude radicale et par l'inadéquation de toutes les formes actuelles de gouvernement mondial pour en conjurer les méfaits. Partout, la gestion de crise (*crisis management*) repose sur un mélange d'improvisation et d'apprentissage par l'échec, si bien qu'aucun pays ne peut vraiment se targuer d'avoir fait totalement mieux que les autres. Deux ans après son apparition, le Covid-19 a fait 5 millions de morts à l'échelle mondiale, un chiffre sans doute sous-évalué. La seule vraie réussite, dans ce contexte, tient à la mise au point très rapide de plusieurs vaccins capables de protéger contre les formes graves de la maladie. Dans le chapitre 12 (« *Vaccine race* »), Tooze retrace la course-poursuite engagée dès les premiers jours de la pandémie par les scientifiques, les laboratoires et les pouvoirs publics, soulignant tout ce que cet indéniable succès doit aux découvertes réalisées dans le domaine de la biologie moléculaire depuis vingt ans et à la mobilisation de capitaux publics (avec le lancement, par exemple, du programme *Operation Warp Speed* aux États-Unis en mai 2020). L'accessibilité des vaccins dans les

¹ Walter Scheidel, *Une histoire des inégalités. De l'âge de pierre au XXI^e siècle*, Arles, Actes Sud, 2021 [2018], recensé sur *La Vie des Idées* (<https://laviedesidees.fr/Origine-et-fondements-de-l-egalite.html>).

pays pauvres demeure un défi majeur pour la suite de la pandémie, comme l'illustre l'émergence récurrente de nouveaux variants.

Dans l'analyse que donne Adam Tooze des répercussions géopolitiques du Covid, la pandémie révèle et accentue des transformations qui étaient déjà en cours. Le contraste entre la manière dont les États-Unis se sont enfoncés dans une crise politique majeure à la fin de l'année 2020, avec un niveau de polarisation idéologique jamais atteint depuis le XIX^e siècle et une incapacité à adopter une ligne de conduite nationale en matière de lutte contre la maladie (sur les masques, les restrictions, etc.), et la capacité de la Chine à relancer son économie après le printemps 2020, tout en maîtrisant la circulation du virus, est à cet égard saisissant. Fortes de leur succès, les autorités communistes chinoises (qui ont pu célébrer le centenaire du Parti communiste chinois à l'été 2021) font peu de cas des critiques occidentales sur les atteintes aux libertés et aux droits de l'homme (à Hong Kong, au Xinjiang ou à l'encontre de la société civile chinoise). Plus encore qu'avant 2020, certains investisseurs, y compris américains, voient dans la Chine l'avenir du capitalisme. Le fondateur d'un célèbre *hedge fund*, Bridgewater Associates, cité par Tooze (p. 201), estime ainsi que « certains Chinois aiment davantage le capitalisme que les Américains ». Le leadership chinois, économique et sanitaire, affiche aussi ses ambitions sur le terrain climatique, avec l'annonce surprise, en septembre 2020, d'un objectif de neutralité carbone pour l'économie chinoise d'ici à 2060. Contrairement aux années 2010, l'Union européenne (chapitre 9) a quant à elle surmonté certains de ses blocages politiques, en adoptant un ambitieux plan de relance (NextGenEU), financé par un endettement commun, malgré les vives réticences des pays du Nord.

Un livre comme celui-ci, portant sur une histoire toujours en cours, ne peut pas vraiment avoir de conclusion définitive. Adam Tooze essaie toutefois de tirer quelques enseignements provisoires à l'issue de son récit, sur l'accélération des crises, le rôle des technologies ou la reconfiguration de l'ordre mondial. Comme il l'admet (p. 303), son analyse est principalement centrée sur la manière dont les élites ont tenté de gérer la crise, au carrefour des savoirs (*knowledge*) et des pouvoirs (*power*), et de maintenir un semblant de stabilité dans le chaos ambiant. Cette histoire « par le haut » intègre peu, par définition, les conflits politiques (si ce n'est pour le cas américain), les inégalités sociales ou les bouleversements culturels et psychiques que la crise a engendrés. La gestion technocratique de la crise, par-delà ses échecs et ses succès, est une bombe à retardement sur le plan politique, tant sont profondes les fractures et la défiance

accumulées depuis deux ans. Si une chose est sûre, malheureusement, c'est que l'histoire du Covid-19 n'a pas fini de nous surprendre.

Publié dans laviedesidees.fr, le 6 décembre 2021.